

(1)

(N° 50.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1914.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1912 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERHAEGEN.

MESSIEURS,

Le projet de budget du ministère de l'industrie et du travail s'élève, pour l'exercice 1912, à 26,614,217 francs.

Il dépasse celui de l'exercice précédent de 2,928,050 francs.

Les principales augmentations de crédit proposées sont les suivantes :

Enseignement industriel, professionnel, etc.	fr.	350,000
Amélioration du petit outillage.		15,000
Conseils de prud'hommes		50,000
Subventions aux mutualités en vue de l'affiliation à la caisse de retraite		50,000
Pensions de vieillesse des ouvriers mineurs : part de l'Etat . .		1,840,000
Subventions aux caisses communes de prévoyance des ouvriers mineurs, etc.		320,000
Exposition de Gand en 1913.		810,000

Ces augmentations témoignent, à elles seules, par leur importance, de l'intérêt que le ministère de l'industrie et du travail porte aux ouvriers. La section centrale en prend acte avec satisfaction.

(1) Budget, n° 4^{VI}.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Debunne, Wauwermans, Huyshauwer, Verhaegen, Théodor, Moyersoën.

*
* * *

Les votes relatifs au budget se sont répartis, dans les sections, de la manière suivante :

1 ^e section		10	oui	10	non	0	abstentions
2 ^e »		15	»	7	»	0	»
3 ^e »		12	»	9	»	0	»
4 ^e »		12	»	9	»	0	»
5 ^e »		12	»	0	»	6	»
6 ^e »		15	»	2	»	0	»
		<u>74</u>	oui	<u>37</u>	non	<u>6</u>	abstentions.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

L'ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET PROFESSIONNEL.

Après avoir pris acte, avec une vive satisfaction, de l'importante majoration du crédit proposé en faveur de l'enseignement industriel et professionnel, la section centrale a chargé son rapporteur de s'enquérir de divers points qui ont fait l'objet d'un échange de vues entre les membres.

Le ministre impose-t-il, comme condition de l'octroi des subsides de l'État, l'adoption d'un barème de traitements pour les professeurs de l'enseignement industriel et de l'enseignement professionnel ?

Dans l'affirmative, quel est ce barème ?

Est-il le même pour toutes les écoles ?

Est-il vrai que des grandes villes ont renoncé aux subsides de l'État, en vue d'échapper aux tracasseries de l'inspection ?

Pourquoi certains budgets d'écoles industrielles et d'écoles professionnelles sont-ils approuvés tardivement ? Pourquoi certaines écoles reçoivent-elles tardivement les subsides de l'État ?

Ne conviendrait-il pas que l'enseignement industriel et professionnel fût l'objet d'une loi ?

*
* * *

Il existe, depuis le 31 décembre 1908, un barème de traitements pour les professeurs de l'enseignement industriel, c'est-à-dire de celui dont les cours sont donnés exclusivement le soir, pendant les jours ouvrables, et le dimanche matin.

Il n'y a pas de barème de traitements pour l'enseignement professionnel, parce que les cours se donnent pendant le jour et présentent une telle variété que la fixation d'un barème applicable à toutes les écoles paraît impossible.

Le barème des traitements, en ce qui concerne les écoles industrielles, n'est obligatoire que comme base des subsides de l'État. Les communes et les particuliers qui dirigent des écoles de l'espèce ont la faculté de s'écarter du barème et de majorer les traitements de leurs professeurs, mais sans que ces majorations éventuelles puissent amener des majorations de subside de la part de l'État.

Le barème est le même pour toutes les écoles industrielles du pays.

Le ministre, en vue de l'application du barème, a divisé les cours des écoles industrielles en trois catégories :

- 1° Les cours généraux élémentaires;
- 2° Les cours généraux moyens;
- 3° Les cours techniques ou d'application.

Le barème, par heure de leçon, est fixé :

Pour la 1 ^{re} catégorie, à fr.	2.00;
— 2 ^e —	3.00;
— 3 ^e —	5.00.

Ce barème correspond au traitement initial.

Des augmentations s'élevant, chacune, à un dixième, peuvent être accordées tous les quatre ans. Le total des augmentations ne peut dépasser la la moitié du traitement initial.

Certaines écoles professionnelles ont adopté, pour elles-mêmes, un barème de traitement et ont sollicité, à ce propos, et obtenu l'approbation de l'État.

*
* *

Il n'est pas de grande ville qui ait renoncé aux subsides de l'État pour échapper aux tracasseries de l'inspection. L'État a retiré ses subsides à une grande ville parce que celle-ci s'est obstinée à porter à la direction de l'école un candidat que le ministre de l'industrie et du travail jugeait insuffisant.

Ce différend a pris fin et les subsides de l'État vont être accordés à nouveau.

Si les grandes villes ne renoncent nullement, jusqu'ici, aux subsides de l'État, il est néanmoins vrai de dire qu'un mouvement dans ce sens existe dans l'une des provinces.

Le Hainaut, qui accorde aux écoles industrielles et professionnelles organisées par les communes des subsides s'élevant à 30 p. c., s'engage à porter ces subsides à 50 p. c. en faveur des communes qui renonceront aux subsides de l'État.

Une seule commune, jusqu'ici, a souscrit à semblable renonciation. Encore est-elle revenue ultérieurement à d'autres idées et a-t-elle redemandé les subsides de l'État.

Certaines communes, désireuses sans doute, à l'exemple de la province du Hainaut, de se mettre à l'abri de l'influence que pourrait exercer l'État, commencent par ériger de toutes pièces un enseignement industriel ou professionnel. Lorsque la nouvelle école est organisée et fonctionne depuis un certain temps, on s'adresse à l'État, avec prière de ratifier tout ce qui a été fait et, surtout, de payer sa part du budget. Il tombe sous le sens que pareil procédé est incorrect et qu'il expose les communes à des désillusions.

Quant aux comptes et aux budgets des écoles professionnelles et industrielles, ils doivent être soumis au gouvernement dès le commencement de l'année. Les comptes sont rapidement examinés. Les budgets sont transmis aux inspecteurs de l'enseignement professionnel et industriel, en tenant

compte des ressorts d'inspection. Il n'est statué sur le budget d'une école professionnelle ou industrielle qu'après la visite annuelle de l'inspecteur. De là, certains retards dans l'approbation des budgets.

Quelquefois l'approbation du budget est différée à raison de circonstances particulières. Une administration communale ayant refusé de s'entendre avec le gouvernement pour la nomination du directeur de l'école industrielle et se proposant de nommer un directeur dont les connaissances étaient insuffisantes, le ministre de l'industrie et du travail a retardé l'approbation du budget jusqu'au moment où la désignation, par la commune, d'un directeur capable a été assurée.

Aussitôt que le budget d'une école industrielle ou professionnelle est approuvé, l'octroi du subside de l'État est décidé. Mais les formalités administratives, préalables au paiement, prennent parfois beaucoup de temps.

La section centrale exprime le vœu : 1° qu'à moins de circonstances spéciales, d'un caractère exceptionnel, les budgets des écoles industrielles et professionnelles soient examinés sans attendre que l'inspecteur ait effectué sa visite annuelle, et 2° que les formalités administratives qui ont pour conséquence de retarder le paiement du subside de l'État soient simplifiées et abrégées.

*
* *

Il n'y a pas jusqu'ici de loi sur l'enseignement industriel et professionnel. L'État, tout en laissant l'initiative de la création des écoles industrielles et professionnelles aux administrations provinciales et communales, ainsi qu'aux particuliers, provoque souvent des initiatives qui tardent à se produire spontanément et intervient largement par voie de subsides.

Convient-il d'aller plus loin ?

Quels objets la loi pourrait-elle régler, en dehors de ceux que règle, chaque année, la loi du budget ?

L'intervention financière de l'État, les conditions, le mode et l'importance de cette intervention, l'inspection technique et le concours de l'État sont dès à présent assurés. D'autre part, il faudra toujours maintenir à l'enseignement industriel et professionnel une extrême souplesse si l'on veut que ses programmes, l'horaire et la nature des cours répondent aux besoins particuliers — infiniment variables — des localités.

Certes, une loi pourrait être votée. Mais, dans la situation actuelle, l'enseignement professionnel et industriel se développe rapidement et se perfectionne sans intervention de la loi. Il semble, en conséquence, que l'œuvre la plus pressante est celle qui consiste à encourager le plus possible l'initiative des communes, des provinces et des particuliers, en vue de provoquer la création de nouvelles écoles professionnelles ou industrielles.

*
* *

Le tableau qui va suivre et qui a paru dans la *Revue du Travail*, n° du 30 juin 1911, montre que l'enseignement industriel et professionnel va en se développant et en s'affermissant d'année en année.

Comparé au tableau relatif à l'année 1909, il présente des progrès importants. On en jugera par les chiffres que nous reproduisons ci-dessous.

*Situation de l'enseignement industriel et professionnel
au 31 décembre 1910.*

DÉSIGNATION DES INSTITUTIONS.	Nombre.	Profes-seurs.	Élèves.		Certificats de capacité.
			Filles.	Garçons.	
A. Enseignement pour jeunes filles.					
Écoles et classes ménagères	274	637	9,733	—	1,264
— ménagères professionnelles	7	34	369	—	36
— professionnelles ménagères	20	105	1,100	—	105
— professionnelles.	57	485	4,549	—	540
Cours professionnels	9	46	617	—	76
Ateliers d'apprentissage	10	49	778	—	26
B. Enseignement pour garçons.					
Écoles supérieures spéciales	10	281	7	1,769	373
— et cours industriels.	95	1,209	1,196	26,206	2,174
Cours de dessin industriel et professionnel	47	161	11	2,645	136
Écoles de métiers d'art.	12	124	52	3,102	61
Cours commerciaux et de langues	22	201	1,544	4,201	851
Écoles professionnelles.	67	575	83	6,809	752
Cours professionnels	15	65	149	740	105
Ateliers d'apprentissage : taille des pierres	26	24	—	288	48
— — divers	7	27	—	210	26
— — tissage	52	76	—	698	61
Totaux au 31 décembre 1910	692	4,186	19,970	46,678	6,634
Totaux au 31 décembre 1909	672	3,989	19,312	44,759	6,565
Accroissements au 31 décembre 1910.	20	197	658	1,919	291

Mise en vigueur de la loi du 10 août 1911 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 10 août 1911, « le travail de nuit est interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge », dans les entreprises industrielles où sont employées plus de dix ouvriers et ouvrières et, en général, dans les établissements soumis à la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants.

Cette disposition, votée par le parlement et sanctionnée par le roi à la suite de la Convention internationale de Berne, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1912.

La section centrale émet le vœu, à ce propos, que les dérogations prévues par l'article 4 de la loi soient aussi peu nombreuses et d'aussi peu de durée que possible.

La convention internationale de Berne date de 1906. Il y a donc plus de cinq ans que les industriels intéressés sont prévenus de l'imminence de l'interdiction, dans tous les pays, du travail de nuit des femmes. L'entrée en vigueur de la loi ne les surprendra pas.

Il n'est pas possible, en se basant sur les rapports de l'inspection du travail pour l'année 1910, de se rendre compte du nombre total de filles et de femmes employées, la nuit, dans l'industrie.

L'industrie verrière paraît être celle où le travail des filles et des femmes s'exerce dans les conditions les plus fâcheuses.

Que des progrès puissent être réalisés à ce point de vue, la chose est certaine. Dans plusieurs gobeleteries et cristalleries, des femmes et des filles, à partir de treize ans, travaillent la nuit. D'autres gobeleteries et cristalleries ont renoncé au travail de nuit des femmes et des filles.

Ce que ces dernières peuvent faire, d'autres pourraient le faire également.

Dans l'industrie de la verrerie à vitres, trois équipes se succèdent de dix en dix heures ou — ce qui est plus fréquent — de douze en douze heures. Généralement on travaille le jour, on travaille la nuit, on travaille le dimanche, du 1^{er} janvier au 31 décembre. A part le transport des canons de verre, que les filles ne sont plus admises à effectuer pendant la nuit, le travail comporte — la nuit, le jour, le dimanche, — le concours des filles aussi bien que celui des garçons, dès l'âge de treize ans.

Le temps de travail est même plus prolongé, dans les étenderies, pour les filles et les garçons, que pour les ouvriers adultes. Tandis que ces derniers, après un travail de douze heures, ont vingt-quatre heures de repos, les filles et les garçons qui les aident n'ont, après un travail de douze heures, que douze heures de repos! Tous les quinze jours seulement, une équipe de relai — qui ne fonctionne pas partout — assure aux filles et aux garçons des étenderies un repos de vingt-quatre heures.

La promiscuité lamentable dans laquelle travaillent, côte à côte, dans l'usine, filles et garçons, a, naturellement, les plus tristes conséquences morales.

La loi du 10 août 1911 permet d'apporter à ce régime inhumain de sérieuses modifications qui semblent n'avoir été retardées, jusqu'ici, que par le désir des industriels d'obtenir une main-d'œuvre peu coûteuse comme compensation aux salaires élevés qu'ils paient aux ouvriers adultes.

L'interdiction du travail de nuit aux femmes de tout âge devenant générale, les nécessités de la concurrence ne pourront plus être invoquées pour maintenir le travail de nuit.

Ces considérations — la section centrale en est convaincue — n'auront pas échappé à l'attention de M. le ministre de l'industrie et du travail.

*
* *

La section centrale a adressé à M. le ministre de l'industrie et du travail plusieurs questions.

Elles sont reproduites ci-dessous avec les réponses reçues.

QUESTION.

La section centrale souhaite vivement qu'un subside annuel soit accordé à la section belge de l'association internationale pour la lutte contre le chômage involontaire.

M. le ministre a-t-il l'intention d'entrer dans cette voie et pourrait-il éventuellement faire connaître le montant de cette intervention ?

RÉPONSE.

Mon département suit avec un vif intérêt les travaux de l'association internationale pour la lutte contre le chômage involontaire. Pour déterminer les encouragements qu'il y a lieu d'accorder à cet organisme, le gouvernement tiendra compte des résultats pratiques de son activité, ainsi que des subventions qui lui seraient allouées par les autres États.

*
* *

L'article 29 du budget prévoit un crédit en faveur des institutions qui organisent la lutte contre le chômage involontaire.

La section centrale recommande vivement à M. le ministre la section belge de l'association internationale pour la lutte contre le chômage involontaire.

L'Espagne a alloué à la section espagnole un subside de 5,000 pesetas.

La Belgique ne pourrait-elle entrer dans la même voie ?

QUESTION.

Parmi les personnes qui touchent l'allocation de 65 francs, combien sont nées en 1840, 1841, 1842, 1843, 1844 et 1845 ?

RÉPONSE.

L'établissement de la statistique demandée exigerait un travail considérable de recherches dans des centaines de milliers de dossiers. Beaucoup de vieillards, en effet, ne demandent ou n'obtiennent l'allocation qu'une ou plusieurs années après qu'ils ont atteint l'âge de 65 ans. En outre, de nombreux changements de domicile nécessitent de nouvelles demandes de la part de vieillards ayant déjà obtenu antérieurement l'allocation dans d'autres communes.

On estime que le nombre des bénéficiaires nés au cours de chacune des dernières années est à peu près le même, soit environ 22,000.

Il ne doit notamment pas y avoir diminution du nombre des admissions de vieillards nés en 1843, 1844 ou 1845, à raison de la condition spéciale du versement de 18 francs à la caisse de retraite qui leur était imposée. Le relevé dressé ci-après pour les six dernières années montre la stabilité de la

participation à l'allocation. Le nombre des décès et des radiations équivant à peu près chaque année à celui des nouvelles admissions.

Allocations de 65 francs.

Années.	Nombre de mandats émis par le ministère de l'industrie et du travail.
1906	217,620
1907	220,429
1908	220,780
1909	221,077
1910	221,550
1911 (le 20 déc. 1911)	221,750

QUESTION.

Les commissions d'appel des pensions ouvrières ne pourraient-elles être entendues par le conseil des mines avant que celui-ci casse leurs décisions?

RÉPONSE.

Le conseil des mines n'ayant à trancher que des questions de droit, il paraît superflu de l'obliger à entendre les commissions d'appel, dont l'avis, en fait, se trouve d'ailleurs exprimé au dossier transmis au dit conseil.

QUESTION.

Monsieur le ministre a-t-il proposé à la France un régime de réciprocité en matière de pensions ouvrières, de façon à faire jouir de tous les avantages résultant des lois les ouvriers d'un pays qui travaillent dans l'autre pays?

RÉPONSE.

Comme l'a déclaré le 12 décembre dernier, M. le ministre des affaires étrangères en réponse à une question, les divergences que présentent les législations belge et française en matière de pensions ouvrières exigent qu'il soit procédé dans les deux pays à des études préalables, à l'effet de rechercher sur quelles bases un arrangement de réciprocité pourrait être conclu.

Mon collègue ajoutait en même temps qu'il comptait être incessamment en mesure de transmettre à la légation du roi à Paris une communication précisant les vues du gouvernement.

QUESTION.

Monsieur le ministre a-t-il soumis à la commission des accidents du travail les demandes de modification à la loi sur la réparation des accidents du travail signalées à son attention par la section centrale, en 1911, ainsi que les autres demandes de modification qui se seraient produites?

N'estime-t-il pas que la loi devrait être étendue, dans le plus bref délai possible, à certaines catégories d'employés, notamment au personnel des

hôtels, des cafés, etc.; que la réparation des accidents devrait être instituée en faveur des pêcheurs maritimes?

RÉPONSE.

Les points signalés en 1911 par la section centrale relativement à l'application de la loi sur les accidents du travail ont toute l'attention du gouvernement. Mais le régime forfaitaire n'a pas encore subi l'épreuve d'une expérience assez longue pour qu'il soit permis d'envisager, à brève échéance, la revision de la loi. Il y a lieu d'attendre, notamment, la publication du prochain rapport triennal et des premiers résultats statistiques annoncés dans le rapport qui a paru en 1910.

Lorsque le moment sera venu, le gouvernement ne manquera pas de consulter la commission des accidents du travail.

Pour le surplus, le gouvernement n'a pas à se prononcer sur ses intentions éventuelles quant au détail des modifications qui seraient reconnues opportunes après étude de la question. En ce qui concerne les pêcheurs maritimes, je m'en réfère aux explications que j'ai eu l'honneur de donner à la Chambre au cours de la discussion du budget de 1911 (*Ann. parl.* 5 juillet 1911, pp. 1667-1668).

* * *

Si le régime forfaitaire consacré par la loi sur la réparation des accidents du travail n'a pas encore subi l'épreuve d'une expérience assez longue, certaines applications de la loi ont lésé gravement des intérêts respectables. Si le gouvernement renonce pour le moment à étudier la question de la revision de la loi sur la réparation des accidents du travail, il n'est pas improbable que l'initiative parlementaire suppléera à cette lacune.

QUESTION.

Les suites judiciaires données aux procès-verbaux dressés par les inspecteurs du travail sont-elles de nature à réduire le nombre des contraventions aux lois sur le travail? Un grand nombre de procès-verbaux ne sont-ils pas laissés sans suite?

RÉPONSE.

Les inspecteurs du travail estiment généralement, et je me rallie à leur manière de voir, que les condamnations intervenues en suite des procès-verbaux qu'ils dressent pour infractions aux lois et règlements sur la police du travail ne sont pas, en général, de nature à réduire le nombre de ces contraventions.

Le tableau ci-dessous, dont les éléments ont été successivement publiés dans la *Revue du Travail*, mentionne le nombre total des procès-verbaux dressés en 1908, 1909 et 1910, ainsi que le nombre de ceux qui ont été laissés sans suite.

Désignation des lois.	1908		1909		1910	
	Nombre total des procès-verbaux.	Procès-verbaux laissés sans suite.	Nombre total des procès-verbaux.	Procès-verbaux laissés sans suite.	Nombre total des procès-verbaux.	Procès-verbaux laissés sans suite.
Loi du 13 décembre 1889	120	2	84	1	94	5
Établissements classés. Salubrité, sécurité . .	116	0	86	12	90	6
Loi du 16 août 1887.	15	1	9	»	8	1
Loi du 15 juin 1896.	29	»	14	1	22	1
Loi du 24 décembre 1903	19	1	13	1	16	1
Loi du 17 juillet 1905	255	12	155	46	204	12
Total	551	25	359	51	454	21

QUESTION.

M. le ministre serait-il disposé à communiquer, comme cela se pratique en France, assure-t-on, les résultats de l'enquête faite par l'inspecteur du travail à la personne qui a signalé à ce dernier des faits pouvant donner lieu à contravention?

RÉPONSE.

Je soumettrai la question à un examen attentif; mais il me semble à première vue que, dans bien des cas, la communication des résultats de l'enquête pourrait présenter de sérieux inconvénients et devenir même une cause de préjudice pour les ouvriers intéressés.

QUESTION.

M. le ministre n'a-t-il pas l'intention, en s'appuyant sur la loi du 2 juillet 1899, de provoquer l'extension de l'inspection du travail à l'industrie à domicile, notamment en ce qui concerne le personnel des hôtels, cafés, etc. ?

RÉPONSE.

La question, très complexe, de l'extension de l'inspection du travail à l'industrie à domicile fait l'objet d'une étude attentive de la part de mon administration. Au surplus, il y a lieu de remarquer qu'en conformité de l'article 1^{er} (troisième alinéa) de la loi du 2 juillet 1899, les entreprises où le patron ne travaille qu'avec des membres de sa famille habitant chez lui, ou avec des domestiques ou gens de la maison, échappent à l'application de cette loi.

QUESTION.

L'enquête sur les dommages que présente pour les ouvriers l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie est-elle terminée? M. le ministre serait-il

disposé, dans l'affirmative, à en laisser imprimer le rapport comme annexe au rapport de la section centrale relatif au budget de 1912 ?

RÉPONSE.

L'enquête sur les dommages que présente pour les ouvriers l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie pourra être terminée prochainement.

La section centrale a adopté le projet de budget à l'unanimité des voix moins une.

Le rapport a été adopté à l'unanimité des voix des membres présents.

Le Rapporteur,

VERHAEGEN.

Le Président,

COOREMAN.



(12)

(4)
(Nr 50.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 DECEMBER 1911.

Begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1912 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERHAEGEN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, dienstjaar 1912, bedraagt 26,614,217 frank.

Dat is 2,928,050 frank meer dan het vorige dienstjaar.

Ziehier de voornaamste voorgestelde kredietverhogingen :

Nijverheids-, vakonderwijs, enz. fr.	350,000
Verbetering van de ambachtswerktuigen	15,000
Werkrechtcrsraden	50,000
Toelagen aan mutualiteiten tot aansluiting bij de Pensioenkas	50,000
Ouderdomspensioenen voor mijnwerkers : aandeel van den Staat	1,840,000
Toelagen aan de gemeene voorzorgskassen van mijnwerkers, enz.	520,000
Tentoonstelling te Gent in 1913	810,000

Alleen uit deze verhoging en uit de hoegrootheid daarvan, blijkt in welke mate het Ministerie van Nijverheid en Arbeid is bezorgd voor de werklieden. Met genoegen neemt de Middenafdeeling daarvan akte.

*
* * *

(1) Begrooting, n° 4^{viii}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heeren Debonne, Wauwermans, Huyshauwer, Verhaegen, Théodor, Moyersoën.

Op de volgende wijze werd in de afdeelingen gestemd over de Begrooting :

1 ^e afdeeling	10 ja	10 neen	0 onthoudingen
2 ^e »	15 »	7 »	0 »
3 ^e »	12 »	9 »	0 »
4 ^e »	12 »	9 »	0 »
5 ^e »	12 »	0 »	6 »
6 ^e »	13 »	2 »	0 »
	74 ja	57 neen	6 onthoudingen.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

NIJVERHEIDS- EN VAKONDERWIJS.

Na met de meeste voldoening kennis te hebben genomen van de aanzienlijke verhooging van het krediet, voorgesteld ten bate van het nijverheids- en vakonderwijs, heeft de Middenafdeeling haren Verslaggever gelast, nadere inlichtingen in te winnen omtrent verschillende punten waarover door de leden gedachten waren gewisseld.

Wordt het aannemen van een loonstandaard voor de leeraars in het nijverheids- en vakonderwijs door den Minister gesteld als beding tot het verleen van 's Rijks toelagen?

Zoo ja, welke is die standaard?

Is hij dezelfde voor alle scholen?

Is het waar dat groote steden van 's Rijks toelagen hebben afgezien ten einde te ontkomen aan de plagerijen vanwege de toezieners?

Waarom worden sommige begrootingen van nijverheids- en vakscholen laattijdig goedgekeurd? Waarom ontvangen sommige scholen laattijdig de toelagen van den Staat?

Behoort het niet dat het nijverheids- en vakonderwijs worde geregeld door eene wet.

*
* * *

Sedert 31 December 1908 bestaat er een loonstandaard voor de leeraars in het nijverheids- en vakonderwijs, met name dit onderwijs waaraan de leergangen uitsluitend 's werkendagsavond en den Zondagochtend worden gegeven.

Voor het vakonderwijs bestaat er geen loonstandaard, omdat de leergangen des daags worden gegeven en zóó verscheiden zijn dat het onmogelijk schijnt een loonstandaard te bepalen, die van toepassing zou zijn op al de scholen.

De loonstandaard voor de nijverheidsscholen is slechts verplichtend als grondslag van 's Rijks toelagen. De gemeenten en bijzondere personen die scholen van dien aard besturen, mogen daarvan afwijken en de jaarwedden harer leeraars verhoogen, doch deze verhoogingen kunnen geene verhoging van 's Rijks toelagen meebrengen.

De loonstandaard is gelijk voor al de nijverheidsscholen des Rijks.

Voor de toepassing van den loonstandaard heeft de Minister de leergangen der nijverheidsscholen verdeeld in drie reeksen :

- 1° De algemeene lagere leergangen ;
- 2° De algemeene middelbare leergangen ;
- 3° De technische of practische leergangen.

De loonstandaard per lesuur is bepaald als volgt :

Voor de 1^e reeks, 2 frank.

—	2 ^e	—	3	—
—	3 ^e	—	3	—

Die standaard komt overeen met de aanvangswedde.

Verhoogingen van één tiende kunnen om de vier jaren worden toegekend. De gezamenlijke verhoogingen kunnen niet hooger gaan dan de helft van de aanvangswedde.

Sommige vakscholen hebben een loonstandaard op haar eigen aangenomen; daartoe vroegen en bekwamen zij de goedkeuring van den Staat.

*
* *

Niet ééne van de groote steden heeft 's Rijks toelagen geweigerd om te ontkomen aan de plagerijen van de toezieners. De Staat heeft zijne toelagen onttrokken aan eene groote stad, omdat zij halsstarrig aan het hoofd van het bestuur eener school hield een candidaat die door den Minister van Arbeid voor onbevoegd werd gehouden.

Dit geschil is uit den weg geruimd en 's Rijks toelagen zullen opnieuw worden geschonken.

Zoo de groote steden tot nu toe niet afzien van 's Rijks toelagen, toch is het waar dat in eene provincie eene neiging daartoe bestaat.

De provincie Henegouw, die aan de nijverheids- en vakscholen, door de gemeenten ingericht, tot 30 t. h. toelagen schenkt, verbindt zich ze tot op 50 t. h. te brengen voor de gemeenten die afzien van 's Rijks toelagen.

Tot nu toe heeft slechts ééne gemeente daarvan afgezien. Doch later kwam zij tot andere gevoelens en vroeg andermaal om de toelagen van den Staat.

Sommige gemeenten, waarschijnlijk zooals de provincie Henegouw, verlangend zich te onttrekken aan den invloed welken de Staat mocht uitoefenen, beginnen van meet af een nijverheids- of vakonderwijs tot stand te brengen. Is de nieuwe school ingericht en werkt zij sedert zekeren tijd, dan wendt men zich tot den Staat, met verzoek al het gedane te bekrachtigen en vooral zijn aandeel in de begrooting te betalen. Het spreekt vanzelf dat soortgelijke handelwijze niet onberispelijk is en de gemeenten blootstelt aan misrekening.

De rekeningen en de begrootingen der vak- en nijverheidsscholen moeten aan de Regeering onderworpen worden bij den aanvang van het jaar. De rekeningen worden spoedig onderzocht. De begrootingen worden overgemaakt aan de opzieners van het vak- en nijverheidsonderwijs tot welke elke school behoort. Over de begrooting van eene vak- of nijverheidsschool wordt eerst uitspraak gedaan na het jaarlijksch bezoek van den opziener. Hierdoor wordt de goedkeuring der begrooting soms vertraagd.

Somtijds wordt de goedkeuring uitgesteld ten gevolge van bijzondere omstandigheden. Een gemeentebestuur weigerde zich met de Regeering te verstaan over de benoeming van den bestuurder der nijverheidsschool en wilde een bestuurder benoemen, die de noodige kundigheden niet bezat; de Minister van Nijverheid en Arbeid stelde de goedkeuring van de begrooting uit tot dat er door de gemeente gezorgd werd voor de benoeming van een bekwamen bestuurder.

Zoodra de begrooting eener nijverheids- of vakschool is goedgekeurd, wordt er beslist over de toelage van den Staat. Doch de bestuursformaliteiten, voor de uitbetaling vereischt, nemen somtijds veel tijd in.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit : 1^o dat, tenzij in volstrekt uitzonderlijke omstandigheden, de begrootingen der nijverheids- en vakscholen zouden onderzocht worden zonder te wachten naar het jaarlijksch bezoek van den opziener, en 2^o dat de bestuursformaliteiten, die de uitbetaling van 's Rijks toelagen vertragen, vereenvoudigd zouden worden en verkort.

*
* *

Tot nu toe bestaat er geen wet op het nijverheids- en vakonderwijs. De Staat laat het initiatief tot het oprichten van de nijverheids- en vakscholen over aan de provincie- en gemeentebesturen, alsook aan de particulieren; doch tevens wakkert hij den ondernemingsgeest, welke achterwege blijft, dikwijls aan en verleent hij aanzienlijke toelagen.

Dient er verder te worden gegaan?

Welke punten zou de wet kunnen regelen buiten die, welke jaarlijks door de begrootingswet worden geregeld?

's Rijks geldelijke bijdrage, de voorwaarden, de wijze en de hoegrootheid van die bijdrage, het technisch toezicht en de medewerking van den Staat zijn thans reeds geregeld. Anderzijds zal aan het nijverheids- en vakonderwijs steeds uiterst veel vrijheid moeten gelaten worden, indien men wil dat zijn programma, zijne dienstregeling en de aard der leergangen strooken met de bijzondere behoeften die oneindig verschillen volgens de streken.

Er zou, wel is waar, eene wet kunnen ingevoerd worden. Echter, in den huidige toestand, breidt het nijverheids- en vakonderwijs zich vlug uit en wordt het beter zonder tusschenkomst van de wet. Het blijkt derhalve dat het meest spoedvereischende werk hierin bestaat, den ondernemingsgeest der gemeenten, provinciën en private burgers zooveel mogelijk aan te moedigen ten einde het oprichten van nieuwe vak- of nijverheidsscholen uit te lokken.

*
* *

Uit onderstaande tabel die verscheen in het *Arbeidsblad* van 30 Juni 1911, blijkt dat het nijverheids- en vakonderwijs zich elk jaar meer uitbreidt en beter vestigt.

Vergeleken bij de tabel van het jaar 1909, getuigt zij van een aanzienlijken vooruitgang. Dat kan iedereen nagaan door de onderstaande cijfers.

Toestand van het nijverheids- en vakonderwijs op 31 December 1910.

AANDUIDING.	Getal gestichten.	Getal leerlingen.	Getal leerlingen.		Getal getuig- schriften van bekwaam- heid.
			Meisjes.	Jongens.	
<i>A. — Meisjesscholen</i>					
Huishoudscholen en -klassen	274	637	9,735	—	1,264
Huishoud- en beroepsscholen	7	34	569	—	56
Beroeps- en huishoudscholen	20	195	1,100	—	105
Beroepsscholen	57	483	4,549	—	540
Beroepsleergangen	9	46	617	—	76
Leerwerkhuizen	10	49	778	—	26
<i>B. — Jongensscholen.</i>					
Hoogere bijzondere scholen	16	281	7	1,769	573
Nijverheidsscholen en -leergangen	93	1,209	1,196	26,206	2,174
Nijverheids- en beroepsteekenleergangen en -scholen.	47	161	11	2,645	156
Kunstberoepsscholen	12	124	32	3,102	61
Koophandels- en taalleergangen	22	204	1,344	4,204	851
Beroepsscholen	67	575	85	6,809	752
Beroepsleergangen	15	65	149	740	105
Leerwerkhuizen voor de steenhouwerij	26	24	—	288	48
Leerwerkhuizen van verschillende aard . . .	7	27	—	219	26
Beroepsleergangen en leerwerkhuizen voor wevers.	32	76	—	696	61
Te zamen op 31 December 1910	692	4,186	19,970	46,678	6,654
Te zamen op 31 December 1909	672	3,989	19,312	44,759	6,365
Vermeerdering op 31 December 1910.	20	197	658	1,919	291

Toepassing der wet van 10 Augustus 1911 op het verbod van nachtarbeid van de vrouwen die in de nijverheid werkzaam zijn.

Naar luid van artikel 2 der wet van 10 Augustus 1911, « is de nachtarbeid verboden voor alle vrouwen zonder onderscheid van leeftijd » in de nijverheidsondernemingen waar meer dan tien arbeiders en arbeidsters werkzaam zijn en, in 't algemeen, in de nijverheidsinrichtingen beheerscht door de wet van 13 December 1889 betreffende het arbeiden van vrouwen, jeugdige personen en kinderen.

Deze bepaling, door de Kamer aangenomen en door den Koning bekrachtigd tengevolge van de Internationale Overeenkomst van Bern, zal van kracht worden op 1 Januari 1912.

Met het oog daarop, drukt de Middenafdeeling den wensch uit dat de

afwijkingen, bij artikel 4 der wet voorzien, zoo weinig talrijk en zoo kort van duur zouden zijn als het mogelijk is.

De Internationale Overeenkomst van Bern dagteekent van 1906. 't Is dus meer dan vijf jaar dat de belanghebbende fabrieken verwittigd zijn van het aanstaande verbod, in alle landen, van den nachtarbeid der vrouwen. Het in werking treden van de wet zal voor hen geen verrassing zijn.

Steunende op de verslagen van het Arbeidstoezicht voor het jaar 1910, is het niet mogelijk, het juiste geheel getal te kennen van de meisjes en vrouwen die nachtarbeid verrichten in de nijverheid.

't Is in de glasnijverheid, naar het schijnt, dat de arbeid der meisjes en der vrouwen onder de slechtste omstandigheden wordt verricht.

Zeker kan er op dat gebied vooruitgang gemaakt worden. In verscheidene holglasblazerijen en kristalfabrieken wordt er 's nachts gewerkt door vrouwen en meisjes, van af haar dertien jaar. Andere holglasblazerijen en kristalfabrieken hebben afgezien van den nachtarbeid door vrouwen en meisjes.

Wat deze laatste fabrieken vermogen, zouden ook de andere kunnen doen.

In de vensterglasgieterijen arbeiden drie ploegen achtereenvolgens gedurende tien uren of — hetgeen meer het geval is — gedurende twaalf uren. Over 't algemeen wordt er gearbeid 's daags, 's nachts, ook op den Zondag, en wel van 1 Januari tot 31 December. Ter uitzondering van het verdragen van de glaspijpen, dat de meisjes s' nachts niet meer mogen doen, wordt aan den arbeid 's daags, 's nachts, ook op den Zondag, meegewerkt door de meisjes zoowel als door de jongens, van af den leeftijd van dertien jaar.

De arbeidsduur is zelfs langer, in de glasstrijkplaatsen, voor de meisjes en de jongens dan voor de volwassene werklieden. Terwijl de volwassenen, na een arbeid van twaalf uren, vier en twintig uren rust hebben, beschikken de meisjes en de jongens, die hen helpen, na een arbeid van twaalf uren, slechts over een rusttijd van twaalf uren? Slechts om de twee weken wordt door het optreden van eene aflossingsploeg — welke niet overal bestaat — een rusttijd van vier en twintig uren verschaft aan de meisjes en jongens der glasstrijkplaatsen.

De jammerlijke toestand, die zich voordoet bij het te zamen arbeiden van meisjes en jongens in de fabriek, heeft natuurlijkerwijs de meest bedroevende gevolgen op zedelijk gebied.

Krachtens de wet van 10 April 1911 is de overheid bevoegd om in dat onmenschelijk stelsel ernstige wijzigingen te brengen, die tot nu toe niet werden ingevoerd alleen doordien fabrikanten verlangen goedkoop werkvolk te hebben als vergoeding voor de hooge loonen welke zij aan de volwassenen betalen.

Daar het verbod van nachtarbeid aan vrouwen geldt voor om 't even welken leeftijd, zal de mededinging niet meer kunnen ingeroepen worden om den nachtarbeid te handhaven.

Deze beschouwingen zullen — naar de overtuiging der Middenafdeeling

aan de aandacht van den Minister van Nijverheid en Arbeid niet ontsnapt zijn.

*
* * *

De Middenafdeeling richtte tot den Minister van Nijverheid en Arbeid verscheidene vragen.

Deze vragen en tevens de ontvangen antwoorden zijn hieronder opgenomen.

VRAAG.

De Middenafdeeling drukt den varigen wensch uit dat eene jaarlijksche toelage worde verleend aan de Belgische afdeeling van de Internationale Vereeniging tot bestrijding der onvrijwillige werkloosheid.

Is de heer Minister daarvoor te vinden en zou hij, bij voorkomend geval, het bedrag van zijnen geldelijken steun kunnen melden?

ANTWOORD.

Met de levendigste belangstelling volgt mijn Beheer de werkzaamheden van de Internationale Vereeniging tot bestrijding der onvrijwillige werkloosheid. Om te bepalen welke aanmoediging dient te worden verleend aan deze vereeniging, zal de Regeering in aanmerking nemen de practische uitslagen van hare bedrijvigheid, alsook de toelagen die door de andere Staten zouden worden geschonken.

*
* * *

Bij artikel 29 der Begrooting is een krediet uitgetrokken ten bate van de instellingen die de onvrijwillige werkloosheid bestrijden.

De Middenafdeeling beveelt den Minister de Belgische afdeeling der Internationale Vereeniging tot bestrijding der onvrijwillige werkloosheid krachtig aan.

Spanje verleende aan de Spaansche afdeeling eene toelage van 5,000 pesetas.

Zou België denzelfden weg niet kunnen opgaan?

VRAAG.

Hoeveel, onder de personen die het pensioen van 65 frank trekken, zijn er geboren in 1840, 1841, 1842, 1843, 1844 en 1845?

ANTWOORD.

Het opmaken van de gevraagde statistiek zou moeilijke en langdurige opzoekingen vergen in honderd duizenden van dossiers. Tal van oude menschen vragen of bekomen slechts het pensioen een of meer jaren na dat zij den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt. Bovendien geven talrijke veranderingen van woonplaats aanleiding tot nieuwe aanvragen van bejaarde lieden die vroeger reeds in andere gemeenten het pensioen hadden bekomen.

Het getal gepensionneerden van elk der laatste jaren is nagenoeg gelijk en wordt geraamd op ongeveer 22,000.

Het getal bejaarde lieden, die het pensioen bekwamen en werden geboren in 1843, 1844 of 1845, moet niet hebben afgenomen, ten gevolge van de bijzondere vereischte storting van 18 frank in de Lijfrentekas die hun was opgelegd. Uit onderstaande tabel, betreffende de laatste zes jaren, blijkt hoe vast de deelneming aan het pensioen staat. Het getal overlijdens en afvoeringen staat elk jaar schier gelijk met het getal nieuwe aannemingen.

Tegemoetkomingen van 65 frank.

Jaren.	Getal mandaten uitgevaardigd door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid
1906	217,620
1907	220,429
1908	220,780
1909	221,077
1910	221,550
1911 (op 20-12-1911) . . .	221,730

VRAAG.

Zouden de Commissiën voor hooger Beroep van de arbeiderspensioenen niet kunnen worden gehoord door den Mynraad, alvorens deze hare beslissing verbreekt?

ANTWOORD.

Daar de Mynraad enkel over rechtskwestiën uitspraak moet doen, schijnt het overbodig hem te verplichten de Commissiën voor hooger Beroep te hooren, waarvan het advies over de feiten, overigens, te vinden is in het aan den Mynraad overgemaakt dossier.

VRAAG.

Heeft de Minister aan Frankrijk wederkeerigheid voorgesteld op het stuk van arbeiderspensioenen, derwijze dat de werklieden van het eene land, die in het andere arbeiden, al de voordeelen van de wetten genieten?

ANTWOORD.

Op 12 December jongstleden antwoordde de Minister van Buitenlandsche Zaken op eene vraag, dat de punten van verschil tusschen de Belgische en de Fransche wetgeving op het stuk van arbeiderspensioenen van beide landen, voorafgaande studiën vergen ten einde te onderzoeken op welke grondslagen tot wederkeerigheid zou kunnen worden besloten.

Mijn collega voegde er tevens bij, dat hij meende eerlang in staat te zullen zijn, aan 's Konings gezantschap te Parijs eene mededeeling te doen, waarbij de inzichten der Regeering nader zouden worden bepaald.

VRAAG.

Heeft de Minister aan de Commissie voor arbeidsongevallen onderworpen de aanvragen tot wijziging der ongevallenwet, waarop in 1911 zijne aan-

dacht werd gevestigd door de Middenafdeeling, alsmede de overige aanvragen tot wijziging die werden ingebracht?

Is hij niet van meening dat de wet zoo spoedig mogelijk zou dienen te worden uitgebreid tot zekere klassen van bedienden, namelijk tot het personeel van gasthoven en koffiehuisen; dat ook vergoeding wegens ongevallen zou moeten toegekend worden aan de zeevisschers?

ANTWOORD

De punten betreffende het toepassen der wet op de arbeidsongevallen, waarop de Middenafdeeling wees in 1914, maken in ruime mate de aandacht der Regeering gaande. Het stelsel, waarbij de te betalen som vooraf wordt bepaald, is echter nog niet lang genoeg van toepassing opdat er sprake kunne van zijn, de wet binnenkort te herzien. Men moet inzonderheid wachten op het verschijnen van het driejaarlijksch verslag en van de eerste statistische uitslagen welke werden aangekondigd in het verslag dat in 1910 verscheen.

Te gelegeren uur zal de Regeering niet nalaten de Commissie voor de arbeidsongevallen te raadplegen.

Voor het overige behoeft de Regeering zich niet uit te laten over hare mogelijke inzichten betreffende de omstandige wijzigingen welke, na onderzoek der vraag, als geschikt mochten erkend worden. Wat betreft de zeevisschers, verwijs ik naar de uitleggingen welke ik bij de behandeling der Begroting voor 1914 de eer had ter Kamer te geven (*Handelingen*, 5 Juli 1914, bl. 1667-1668).

*
* * *

Is de proef die werd genomen met het forfaitaire stelsel, ingevoerd door de wet op de arbeidsongevallen, nog van te korten duur, dan werden niettemin eerbiedwaardige belangen door sommige toepassingen der wet in erge mate gekrenkt. Zoo de Regeering thans er van afziet het vraagstuk van de herziening der wet op de vergoeding wegens arbeidsongevallen te onderzoeken, dan is het niet onwaarschijnlijk dat het parlementaire initiatief in deze leemte zal voorzien.

VRAAG

Zijn de vervolgingen naar aanleiding van de processen-verbaal, opgemaakt door de arbeidsopzieners, van aard om het getal overtredingen der arbeidswetten te verminderen? Worden tal van processen-verbaal niet zonder gevolg gelaten?

ANTWOORD.

De arbeidsopzieners zijn over het algemeen van gevoelen — en ik treed tot hunne zienswijze toe — dat de veroordeelingen, uitgesproken ten gevolge van processen-verbaal welke zij opmaken wegens overtreding der wetten en reglementen op de arbeidspolitie, gewoonlijk niet van aard zijn om het getal dezer overtredingen te verminderen.

Onderstaande tabel, waarvan de gegevens achtereenvolgens werden mede-

gedeeld door het *Arbeidsblad*, vermeldt het geheel getal processen-verbaal opgemaakt in 1908, 1909 en 1910, alsmede het getal processen-verbaal welke zonder gevolg zijn gebleven :

WETTEN.	1908		1909		1910	
	Geheel getal der processen-verbaal.	Processen-verbaal waaraan geen gevolg werd gegeven.	Geheel getal der processen-verbaal.	Processen-verbaal waaraan geen gevolg werd gegeven.	Geheel getal der processen-verbaal.	Processen-verbaal waaraan geen gevolg werd gegeven.
Wet van 15 December 1889	120	2	84	1	94	3
Gerangschikte instellingen. Gezondheidsdienst, veiligheidsdienst.	116	9	86	12	90	6
Wet van 16 Augustus 1887.	15	1	9	»	8	1
Wet van 15 Juni 1896	29	»	14	1	22	1
Wet van 24 December 1905	19	1	15	1	16	1
Wet van 17 Juli 1905	255	12	155	16	204	12
Totaal	554	25	559	31	454	24

VRAAG.

Zou de Minister geneigd zijn, om, zooals in Frankrijk gebeurt—dat wordt althans verzekerd, — de uitslagen van het onderzoek, waartoe werd overgegaan door den arbeidsopziener, mede te deelen aan de persoon die dezen laatste bekend maakte met de feiten kunnende aanleiding geven tot overtreding?

ANTWOORD.

Ik zal de zaak aandachtig onderzoeken; doch bij het eerste gezicht komt het mij voor, dat de mededeeling der uitslagen van het onderzoek in menig geval erge bezwaren zou kunnen opleveren en zelfs nadeel berokkenen aan de belanghebbende werklieden.

VRAAG.

Is de Minister, op grond der wet van 2 Juli 1899, niet voornemens het arbeidstoezicht uit te strekken tot de huisnijverheid, inzonderheid wat betreft het personeel der hotels, koffiehuisen, enz.?

ANTWOORD.

Mijn Bestuur onderzocht aandachtig het zeer ingewikkelde vraagstuk betreffende het uitstrekken van het arbeidstoezicht tot de huisnijverheid. Overigens, men moet aanmerken dat, naar luid van artikel 1 (derde lid) der wet van 2 Juli 1899, de ondernemingen, waar de patroon slechts werkt met bij hem inwonende gezinsleden ofwel met dienstknechten of dienstlieden, aan de toepassing dezer wet ontsnappen.

VRAAG.

Is het onderzoek naar de nadeelen, welke voor de werklieden voortvloeien uit het bakkers- en het pasteibakkersbedrijf, geëindigd? Zoo ja, dan gelieve de Minister het verslag daarover te laten drukken als bijlage van het verslag, door de Middenafdeeling uit te brengen over de Begrooting voor 1912?

ANTWOORD.

Het onderzoek naar de nadeelen, welke voor de werklieden voortvloeien uit het bakkers- en het pasteibakkersbedrijf, kan eerlang worden gesloten.

*
* *

De Middenafdeeling heeft het ontwerp van begrooting met eenparigheid van stemmen, min ééne, goedgekeurd.

Het verslag werd met eenparige stemmen goedgekeurd door de aanwezige leden.

De Verslaggever,

VERHAEGEN.

De Voorzitter,

COOREMAN.

—————→—————